



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

Adapter le service public d'éducation, de formation et de recherche au dérèglement climatique

Les canicules sont la partie émergée d'un défi permanent

Les épisodes de chaleur extrême se multiplient et surviennent de plus en plus tôt dans l'année. Ils perturbent visiblement les examens, rendent certains locaux difficilement utilisables, voire invivables, et dégradent fortement les conditions de travail des personnels comme les conditions d'apprentissage des élèves et des étudiant-e-s.

À chaque épisode de canicule, les mêmes questions sont posées dans les médias : faut-il fermer les écoles et les établissements ? Comment protéger les usagers et les personnels ? Pourquoi les bâtiments sont-ils si mal adaptés ? Pourquoi les décisions tardent-elles ?

Ces questions, légitimes, ne peuvent pas recevoir de réponses dans l'urgence uniquement. Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, la canicule est le révélateur d'un phénomène durable : le dérèglement climatique transforme notre travail et oblige à repenser l'organisation du travail des services publics.

C'est pourquoi notre fédération ne s'exprime pas seulement lors des épisodes de fortes chaleurs.

Depuis plusieurs années, nous construisons des propositions sur la transition écologique juste, sur la prévention des risques professionnels, sur l'évolution du bâti, sur l'évolution des rythmes et l'adaptation du calendrier scolaire pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage par le dialogue social.

Nos deux derniers communiqués s'inscrivent dans cette ligne d'action.

« Canicule : suffoquer au travail n'est pas dans notre fiche de poste ! » (22 juin 2026 suite au point de situation ministériel du 20 juin) - <https://urls.fr/jWvIL7>

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques revendique pour les personnels et les élèves :

- la systématisation du dialogue social académique et départemental ;
- des recommandations ministérielles sur des principes à respecter et des informations claires, notamment sur les aménagements et autorisations d'absence concernant les personnes vulnérables ;
- une meilleure prise en compte de la santé des personnels : selon l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), les conditions de travail et d'étude à partir de 30 °C deviennent difficiles sans dispositif durable de maintien d'une température soutenable ;
- une méthodologie plus structurée, notamment au niveau des écoles, collèges, lycées et services déconcentrés, pour anticiper la survenue d'épisodes de chaleur.

« La santé avant le DNB ! » (24 juin 2026) - <https://urls.fr/68QJui>

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques a désapprouvé le maintien de l'épreuve de français du diplôme national du brevet (DNB) vendredi dernier, demandant que les décisions de maintien ou d'annulation s'appuient sur les situations concrètes vécues par les personnels.

Enfin, dans le communiqué du 25 juin 2026 « Canicule dans l'Éducation nationale : stop à l'improvisation » (<https://urls.fr/ivL4T3>), la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques et six organisations syndicales représentatives ont dénoncé l'incurie des autorités publiques face à cette mise en danger des usagers et personnels, et déposé des préavis de grève.



Nos revendications pour enfin sortir de l'urgence

Faire de la santé au travail une priorité. Le dérèglement climatique est désormais un sujet de santé au travail.

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques demande :

- une véritable évaluation des risques liés à la chaleur comme aux autres risques climatiques, sur chaque lieu de travail, pour tenir compte des vulnérabilités et atouts propres ;
- l'intégration des risques climatiques dans les documents uniques d'évaluation des risques professionnels (Duerp) et dans le plan particulier de mise en sureté (PPMS), la révision des consignes du plan canicule non adaptées aux événements extrêmes ;
- des mesures adaptées pour les situations rencontrées et les personnes vulnérables ;
- une médecine de prévention digne de ce nom (<https://urls.fr/iMyeU>).

Adapter les lieux de travail et les calendriers. La majeure partie des bâtiments scolaires et universitaires, et nos calendriers, ont été conçus pour un climat qui n'existe plus.

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques revendique :

- une réflexion sur l'accueil des élèves et étudiant·e·s à des horaires adaptés en période de cours et d'examen ;
- de prévoir une souplesse calendaire dans l'organisation des examens (choix des heures, annulation, report...) ;
- un retour d'expérience national, avec des déclinaisons académiques et territoriales, pour engager une réflexion de fond sur le bâti, sur le calendrier scolaire et le calendrier des examens ;
- un plan de rénovation thermique des bâtiments et des mesures transitoires à la hauteur lorsque des reconstructions sont nécessaires ; un plan pluriannuel de rénovation du bâti de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- des équipements dans les écoles et établissements permettant d'assurer dans un ou plusieurs locaux des températures minimales de confort, selon la situation (chauffage d'appoint, climatiseur, rafraîchisseur d'air...) ;
- de donner une capacité plus importante aux départements et territoires d'Outremer de s'adapter à leur situation propre ;
- la végétalisation des cours de récréation et des campus ;
- l'accompagnement aux mobilités douces ;
- le recours au télétravail quand les missions le permettent.

Assurer pleinement sa place au dialogue social.

Les représentants des personnels ne doivent pas être consultés en cours de crise, ou après la crise. Ils doivent être associés :

- à l'évaluation des risques ;
- à l'élaboration des plans d'adaptation ;
- au suivi des mesures ;
- au suivi des politiques immobilières.

FOCUS

Pour la CFDT, la transformation écologique réussira si elle est juste.

Elle devra prêter une attention toute particulière à la situation des personnes les plus précaires (en matière de revenus ou de durée du contrat de travail, par exemple) et prendre en considération les conditions de travail des personnels et d'étude des usagers ; la santé des personnels et des usagers ; l'égalité entre les territoires ; enfin la qualité du service public.



Nos priorités face aux risques climatiques extrêmes

ANTICIPER. Ne plus attendre la prochaine crise. Les évolutions climatiques doivent être la boussole de toutes les décisions d'avenir des politiques publiques.

ATTÉNUER. Si nous ne limitons pas nos émissions, nous ne pourrons plus trouver de solutions pour nous adapter.

PROTÉGER. Préserver la santé des personnels est une obligation de l'employeur. Et les risques climatiques sont des risques professionnels.

FORMER. Les agent-e-s, les encadrant-e-s et les représentant-e-s des personnels doivent être formé-e-s aux nouveaux risques.

INVESTIR. Les économies réalisées aujourd'hui représentent un coût supérieur à payer pour demain. La rénovation des bâtiments est un investissement à programmer sur plusieurs décennies.

ASSOCIER. La transformation écologique ne peut se faire sans les personnels, et sans un dialogue social honnête et de qualité.

FOCUS

Notre action au quotidien.

Santé au travail, prévenir plutôt que subir.

Dialogue social, construire avec les personnels.

Service public, adapter durablement les locaux professionnels aux réalités climatiques.

Transition écologique juste, concilier justice sociale, qualité du travail et impératifs environnementaux.

En guise de conclusion. Voir le réel aujourd'hui pour préparer l'avenir

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, l'enjeu n'est pas seulement de mieux gérer les prochaines vagues de chaleur. Il est de construire, dès aujourd'hui, un service public d'éducation, de formation et de recherche capable de protéger les personnels, d'assurer ses missions et de répondre aux défis climatiques des prochaines décennies.

Pour aller plus loin

« Canicule : les revendications de la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques pour les personnels et les élèves », Lætitia Aresu, 22 juin 2026 (https://urls.fr/VjTm_y)

« Transition écologique : un rapport qui doit compter », Tristan Brams, 24 juin 2026 (<https://urls.fr/qBzj-O>)

« Personnels, élèves, établissements face aux événements climatiques extrêmes : la CFDT alerte et fait des propositions », Vincent Loustau, 17 juin 2024 (<https://urls.fr/vgCeIF>)

« Plus d'examen l'après-midi : la CFDT a été entendue », Tristan Brams, 15 juin 2026 (<https://urls.fr/8d33TH>)

« Événements climatiques : où est la cohérence des politiques éducatives ? », Caroline Brisedoux, 28 mai 2026 (<https://urls.fr/sKpFZZ>)

« Fortes chaleurs : pour protéger les personnels et les élèves, il faut AN-TI-CI-PER!!! », Vincent Loustau, 25 mai 2026 (<https://urls.fr/kl023b>)

« Agir contre les risques chaleur au travail », webinaire CFDT, 13 mai 2026 (https://urls.fr/sIjR_e)

« Bâti universitaire : investir pour sortir de la crise ! », Youssef Ettaï, 19 janvier 2026 (<https://urls.fr/0JvkNh>)

« Compte-rendu du CSA ministériel des 9 et 10 décembre 2025 au ministère de l'Agriculture (cf. Transitions écologiques et climatiques) », Catherine Oberson, 5 janvier 2026 (<https://urls.fr/ipBia0>)

« Restrictions budgétaires, éducation en péril », 4. Transition écologique : l'inaction n'est pas une option (p. 21-22), dossier de presse de rentrée scolaire, septembre 2025 (<https://urls.fr/6agXtu>)

« Restrictions budgétaires et gouvernances », 3.1. Recherche & société (p. 13), dossier de presse de rentrée universitaire, septembre 2025 (<https://urls.fr/AI4mET>)

« Transports et impact sur la transition écologique juste », Éric Viguié, 2 décembre 2025 (<https://urls.fr/7froxT>)

« Pouvoir agir sur son travail », 2.5.2. Des bâtiments qui répondent aux enjeux climatiques et écologiques (p. 40), Résolutions du congrès de Lorient, 2024 (<https://urls.fr/28Atjx>)

« Bâti scolaire et transition écologique », Vincent Loustau, 22 mai 2023 (<https://urls.fr/hxB1j>)

Contacts

David Romand, secrétaire national

Tristan Brams, secrétaire fédéral

Contact presse

Aline Noël

contact-presse@efrp.cfdt.fr

06 42 20 18 81

Juin 2026